

Unité interdépartementale Loire Haute-Loire  
2 avenue Grüner  
Allée C  
42 000 Saint-Étienne

Saint-Étienne, le 3 mars 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20/02/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**SORECA S A S**  
LES BARAQUES  
42 610 Saint-Romain-Le-Puy

Références : UID4243-DSSP-025-101  
Code AIOT : 0100040068

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20 février 2025 dans l'établissement SORECA S A S implanté Les Baraques 42 610 Saint-Romain-Le-Puy. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite constitue une visite de suivi de l'inspection précédente du 13/02/2024.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SORECA S A S
- LES BARAQUES 42610 SAINT-ROMAIN-LE-PUY
- Code AIOT : 0100040068
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SORECA exploite au lieu-dit Les Baraques sur la commune de Saint-Romain-Le-Puy, une installation de récupération et de traitement de déchets de verre. Elle bénéficie de la reconnaissance des droits acquis. L'arrêté 70-DDPP-24 du 27/03/2024 classe l'installation sous le régime de l'autorisation pour la rubrique 2791 et rend applicable les prescriptions contenues dans l'arrêté ministériel du 23/11/2011.

## Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eau de surface

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension... .

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'exploitant projette la création d'un bassin de rétention des eaux pluviales et le déplacement de son pont-bascule. Ces aménagements vont conduire à modifier les zones d'entreposage actuelles des déchets et vont nécessiter une extension de l'installation sur la parcelle ZM n°31 à l'ouest (propriété de l'exploitant mais non exploitée actuellement).

Ces modifications doivent faire l'objet d'un porté à connaissance selon les dispositions de l'article

R. 181-46 du Code de l'environnement, avec tous les éléments d'appréciation.

L'exploitant a déjà pris l'attache d'un bureau d'étude ; des devis de travaux ont également été obtenus. La démarche apparaît bien engagée.

L'arrêté préfectoral du 27/03/2024 qui classe l'installation sous la rubrique 2791 a fixé une capacité maximale de traitement de 50 t/j. Celle-ci apparaît sous évaluée. La société SORECA était agréée pour l'exercice de l'activité de broyage concassage de déchets d'emballages en verre (récépissé du 19/12/1995) pour une quantité maximale de 300 t/j. Cette capacité sera reprise dans un APC modificatif.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	réseau de collecte	Arrêté Ministériel du 15/10/2010, article annexe 1 – §5.5	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	12 mois
3	durée d'entreposage	Arrêté Ministériel du 15/02/2016	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	12 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Traçabilité des déchets	Code de l'environnement du 13/02/2024, article R541-43	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a permis de faire le point sur les non-conformités soulevées lors de la précédente (et première) inspection du site.

L'exploitant a bien pris en compte les remarques qui lui ont été faites et a bien engagé la démarche pour la mise en conformité de son site. Concernant la gestion des eaux pluviales, les travaux sont conséquents et vont continuer de faire l'objet d'un suivi par l'inspection des installations classées.

La visite a également été l'occasion de balayer les prescriptions de l'arrêté du 23/11/2011 relatif aux installations classées sous la rubrique 2791 et rendues applicables par l'arrêté préfectoral du 27/03/2024, et notamment les dispositions en matière d'autosurveillance des émissions (rejet d'effluents aqueux, rejet d'effluents atmosphériques et émissions sonores) avec les fréquences associées ; et les dispositions en matière de défense contre l'incendie (établissement d'un plan de défense contre l'incendie et réalisation d'exercices).

Ces points feront l'objet de contrôle lors des prochaines inspections.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Traçabilité des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 13/02/2024, article R541-43
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 13/02/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 29/03/2024</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets, les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers, et les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition, de la réception et du traitement de ces déchets et des produits et matières issus de la valorisation de ces déchets. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans.</p> <p>Le contenu du registre est fixé dans l'arrêté du 31/05/2021 (en PJ du présent rapport).</p>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant renseigne et tient à jour les registres des entrées et sorties de déchets. Le contenu des registres est globalement conforme à l'arrêté du 31/05/2021 : il manque le n° de récépissé du transporteur (en l'occurrence il s'agit de l'exploitant) il convient néanmoins de prévoir le cas où il serait fait appel à un autre transporteur, et donc de prévoir l'item à renseigner.</p> <p>Certains déchets expédiés sont à intégrer dans le registre de sortie (déchets issus du processus de traitement, cartons, bois, plastiques, etc).</p> <p>L'exploitant va investir dans un logiciel informatique de pesée, qui sera à même de générer les registres des entrées et sorties avec tous les items requis.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : réseau de collecte**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/10/2010, article annexe 1 – §5.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, eaux superficielles
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 13/02/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 01/03/2025</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Le réseau de collecte doit être de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires polluées des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées.</p> <p>Les points de rejet des eaux résiduaires doivent être en nombre aussi réduit que possible. Ils doivent être aménagés pour permettre un prélèvement aisé d'échantillons et l'installation d'un dispositif de mesure du débit.</p> <p>Pour les installations existantes, les dispositions du premier alinéa du point 5.5 (ci-dessus) s'appliquent dans les délais suivant :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>– à partir du 10 novembre 2014, si la commune est équipée d'un réseau séparatif ;</li><li>– 4 ans après mise en œuvre d'un tel réseau dans le cas contraire, sans préjudice toutefois d'éventuels règlements locaux pris par la commune ou les collectivités locales notamment.</li></ul>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant a pris l'attache d'un bureau d'étude pour effectuer le calcul du volume de bassin de rétention à créer. En effet, lors de la précédente visite, cet aménagement avait été évoqué, afin de permettre la décantation des eaux pluviales ruisselant sur la plateforme avant rejet au milieu naturel. Ce bassin permettra également de pouvoir confiner sur site les eaux d'extinction d'un éventuel incendie.</p> <p>Parallèlement, l'exploitant a poursuivi l'imperméabilisation de sa plateforme (dalle béton). Les eaux pluviales rejoindront le bassin par ruissellement en surface, le bassin étant situé en point bas. Un mur étanche sera érigé le long du Montferrand afin de diriger toutes les eaux vers le bassin. Les grilles de collecte existantes (au niveau du pont bascule actuel et secteur entre l'entrée VL et le garage) seront bouchées.</p> <p>Des devis ont été présentés lors de l'inspection.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>Poursuite du projet</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 12 mois

**N° 3 : durée d'entreposage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 13/02/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 30/08/2024</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>La durée d'entreposage des déchets sur un site ne peut pas excéder un an si les déchets sont destinés à être éliminés ou trois ans s'ils sont destinés à être valorisés même s'ils sont entreposés sur le site de production. Ces délais résultent de l'application de la directive n°1999/31/CE relative aux décharges, transposée en droit national par l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux. Si les durées d'entreposage sont supérieures, les installations relèvent d'un classement en installations de stockage de déchets sous la rubrique 2760.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant a commencé à reprendre les déchets entreposés depuis un temps manifestement long à l'angle Sud-Ouest de la plateforme. Ces déchets ont été traités sur le site et expédiés en filières de valorisation.</p> <p>L'évacuation est à terminer.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>Tracer ces évacuations dans le registre des déchets.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 12 mois